

Journée d'action interprofessionnelle

Le 26 juin, s'unir pour agir, lutter pour gagner

Le Président Hollande entend poursuivre ses réformes désastreuses pour le développement du pays et le vivre ensemble, malgré un désaveu cinglant lors des élections municipales et européennes.

Le gouvernement n'entend pas changer de cap : il s'entête dans ses politiques d'austérité en octroyant toujours plus de cadeaux aux grandes entreprises, sans contrepartie en matière d'emploi, d'augmentation des salaires, de lutte contre la précarité et le chômage, et en réduisant toujours plus les moyens de l'action publique.

Ces choix sont injustes. Ils sont mauvais socialement et inefficaces économiquement.

Aux notions d'attractivité, de compétitivité et de concurrence, **répondons par la solidarité, la coopération et le partage des richesses.** Rien ne peut, en effet, justifier l'aggravation des inégalités, la dégradation de nos conditions de vie et de travail, la remise en cause de nos droits et garanties collective.

Le pays ne se reformera pas et l'Europe ne se construira pas contre le monde du travail, en exigeant toujours plus de sacrifices des populations et en privilégiant exclusivement la rémunération des grands groupes et de leurs actionnaires. C'est cela qui conduit à la récession, comme le dénoncent 82 organisations syndicales européennes en réclamant un véritable Plan d'investissement en Europe, créateur d'emplois et de richesses.

Nous pouvons transformer nos situations de travail et construire un avenir de progrès social, mais rien ne se fera sans l'intervention des salarié-e-s.

Ces dernières semaines ont été marquées par **des luttes et des mobilisations grandissantes dans le public comme dans le privé**, dans la santé, à la SNCF, avec les intermittents du spectacle, les retraités, qui se concrétisent par **des succès sur les salaires, sur l'emploi, les conditions de travail...** à l'exemple des Fralib, Sam Technologies, Urbaser, Senerval, Monoprix...

Ensemble, il nous faut agir pour un changement de politique économique et sociale, en exigeant :

- **Une augmentation des salaires dans le privé et le public**, à commencer par celle du Smic, gelé depuis six ans, et une hausse significative des pensions ;
- **Une politique d'embauches dans les entreprises et les services publics** répondant aux besoins et instaurant une réglementation de nature à dissuader les entreprises d'avoir recours aux contrats précaires ;
- **Une remise à plat de l'ensemble des aides publiques aux entreprises** en les conditionnant à l'investissement dans l'emploi, la recherche, l'innovation, les salaires et la formation.

Du 22 au 27 juin prochains, la CGT a décidé d'aller à la rencontre des salarié-e-s sur tout le territoire national en appelant à l'action, par la grève et la manifestation, le 26 juin.

Partout, interpellons les directions d'entreprises, les employeurs, afin que nos exigences sociales résonnent dans tout le pays, et notamment les 7 & 8 juillet prochains, lors de la Conférence sociale.

Ensemble, il s'agit de lutter et de s'organiser sur les lieux de travail : le syndicat ça sert à ça !
La CGT est ouverte et disponible à toutes et tous.

Que l'on soit salarié-e-s d'une petite ou d'une grosse entreprise, agents titulaires ou non de la Fonction publiques, retraité-e-s ou privé-e-s d'emplois :

Ensemble exigeons un changement de cap et faisons avancer nos revendications en nous mobilisant massivement le 26 juin prochain.

Manifestons :

- **Rennes, 12 heures préfecture Beauregard**
- **Fougères, Saint Malo, Vitré et Redon selon les modalités définies localement.**